

Cote du document: EB 2019/128/R.26/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) ii) b)
Date: 11 décembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette et de prêt

République du Mozambique

Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives

Numéro du projet: 2000001981

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Robson Mutandi
Directeur de pays
téléphone: +27 115171679
courriel: r.mutandi@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-huitième session
Rome, 10-12 décembre 2019

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du programme	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

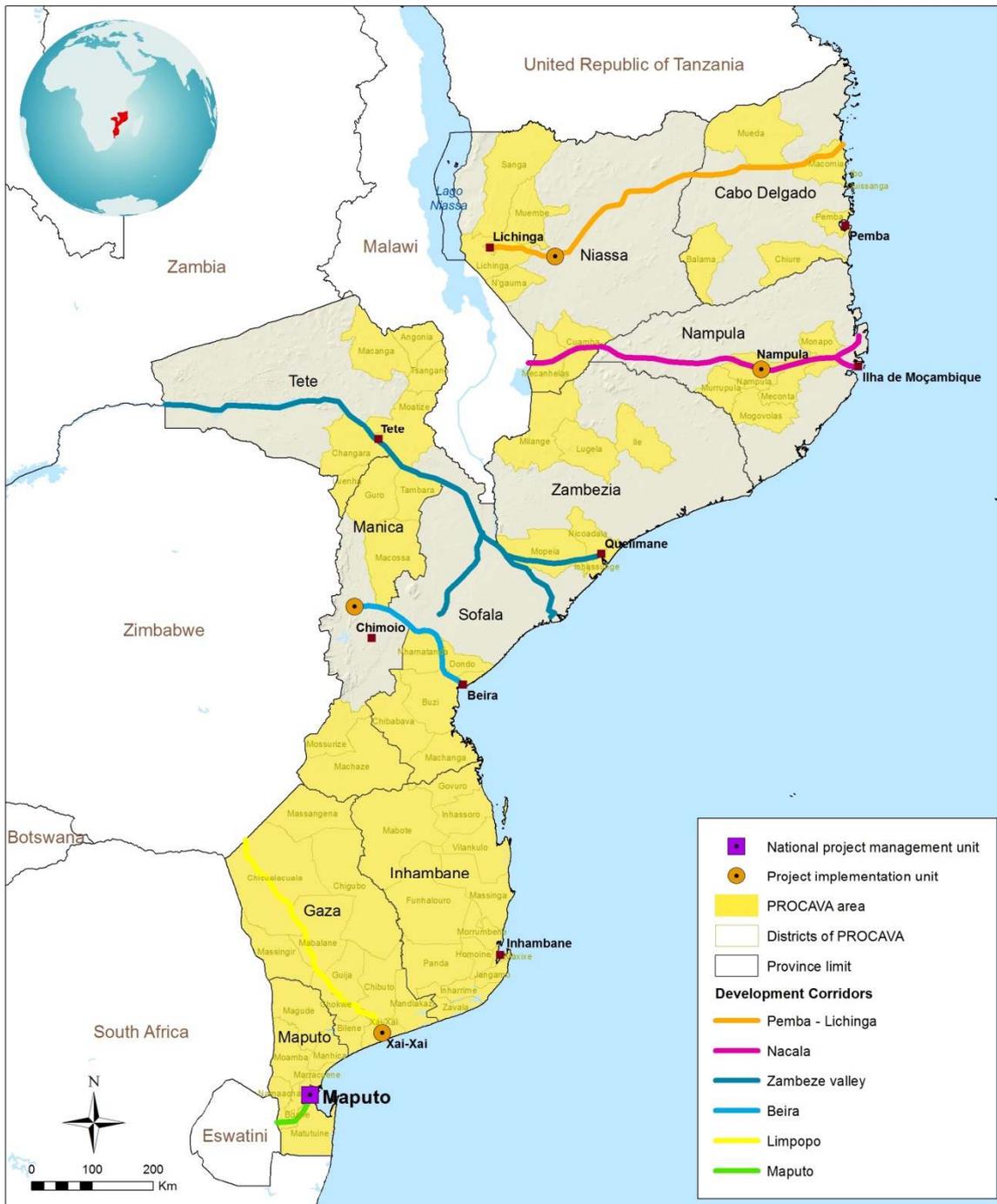
Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Robson Mutandi
Responsable technique du programme:	Mawira Chitima
Responsable des finances:	Caroline Alupo
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Paul Edouard Clos

Sigles et acronymes

e-SISTAFE	Système d'administration financière public (Sistema de Administração Financeira do Estado)
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
ODD	Objectif de développement durable
S&E	Suivi-évaluation
TREI	Taux de rentabilité économique interne du programme
VEAN	Valeur économique actuelle nette

Carte de la zone du programme



Source: FIDA; 02/08/2019

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Mozambique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
Coût total du programme:	72,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,4 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables (délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service fixe, telle que déterminée par le Fonds à la date d'approbation)
Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:	33,6 millions d'USD
Cofinancier:	Fonds vert pour le climat
Montant du cofinancement:	Fonds vert pour le climat: 20,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	4,9 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,6 millions d'USD
Montant du financement du FIDA (action climatique):	19,6 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 60.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Les paysages de la République du Mozambique portent encore les stigmates des 16 années de guerre civile (1977-1992), qui ont laissé exsangues le pays et son économie. Grâce à la performance économique impressionnante enregistrée de 1993 à 2014, le niveau de pauvreté a baissé, passant de 69,7% en 1996 à 46,1% en 2015. Cependant, la pauvreté demeure plus marquée en milieu rural et des inégalités importantes perdurent.
2. La population totale du Mozambique est estimée à 28,9 millions d'habitants, dont 70% vivent en milieu rural. La population jeune du pays est en pleine expansion (en 2017, 45% des enfants avaient moins de 14 ans). La malnutrition constitue un motif de préoccupation avec 43% des enfants accusant un retard de croissance.
3. Jusqu'en 2014, le Mozambique a affiché un taux de croissance économique annuel supérieur à 7%, essentiellement soutenu par les investissements publics réalisés dans les infrastructures. La croissance économique du pays a toutefois été ébranlée, notamment par la crise de la dette. En 2016, la dette représentait plus de 90% du produit intérieur brut (PIB) du pays, et celui-ci continue à se débattre contre l'endettement.
4. Le Mozambique est particulièrement exposé aux incidences des changements climatiques – il est considéré comme le troisième pays le plus vulnérable en Afrique, les effets des changements climatiques touchant 58% de la population. La démonstration en a été faite de mars à mai 2019, lorsque le pays a été frappé par les cyclones tropicaux Idai et Kenneth, qui ont dévasté des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles dans le centre et le nord du Mozambique.
5. Seuls 10% des 36 millions d'hectares de terres arables du Mozambique et 2% de son potentiel d'irrigation sont actuellement exploités. Plusieurs plans/stratégies/politiques ont été mis en place au niveau national en vue d'appuyer l'obtention de résultats ou de parvenir à des améliorations en ce qui concerne la performance de l'agriculture paysanne, la réduction de la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire. Le document d'orientation le plus important est le Plan national d'investissement agricole.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

6. **Changements climatiques.** Le Mozambique est particulièrement exposé aux phénomènes climatiques extrêmes. La vulnérabilité du pays est exacerbée par la faible capacité d'adaptation de celui-ci, sa population croissante et sa dépendance à l'égard de la base de ressources naturelles. Les sécheresses et les inondations sont des phénomènes extrêmes fréquents qui font peser la menace la plus préoccupante sur la base de ressources naturelles des petits exploitants agricoles. Le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives a été conçu et sera mis en œuvre conformément aux dispositions des documents d'orientation du FIDA suivants: Stratégie concernant le changement climatique, Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC).

7. **Égalité des sexes et inclusion sociale.** Le Mozambique affiche un faible indice de développement par sexe (0,904). Les femmes ont des niveaux d'instruction inférieurs et celles qui dirigent des ménages n'ont le plus souvent jamais bénéficié d'une éducation formelle. Le programme est harmonisé avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et son Plan d'action pour l'égalité des sexes 2019-2025.
8. **Jeunes.** La proportion de jeunes actifs augmente de près de 40% par an, alors que le rythme de création de nouveaux emplois dans le secteur formel est statique. Le programme traitera la question des jeunes conformément au Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2019-2021.
9. **Nutrition.** Le Mozambique continue à dépendre des importations alimentaires pour satisfaire une grande partie de ses besoins intérieurs, notamment en ce qui concerne les huiles alimentaires et les principales cultures vivrières. En 2017, les importations de produits alimentaires représentaient 29% de la facture des importations du pays. Du point de vue de la nutrition, le programme s'inscrit dans le Plan d'action pour la nutrition (2019-2025) au titre du volet relatif à l'intégration de l'enjeu nutritionnel au FIDA.
10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le programme a été classé comme:
 - axé sur la question climatique;
 - axé sur les jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

11. La demande du Mozambique en produits agricoles augmente, alors que la production est déjà insuffisante pour satisfaire la demande existante. Il faut donc prendre des mesures afin de remplacer les pratiques courantes de gestion des terres et de production agricole non durables par des systèmes de gestion des terres et de production agricole résilients face aux aléas climatiques. Le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo, financé par le FIDA, a déjà lancé ce processus dans certains districts de la région méridionale, où des résultats ont été obtenus s'agissant de développer des filières sélectionnées et de promouvoir les bonnes pratiques de production agricole et d'élevage. Ces interventions performantes seront reproduites à plus grande échelle dans les zones cibles du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives. Avec les nouvelles technologies agricoles, il faut aussi préparer les zones rurales au développement d'un entrepreneuriat moins axé sur les exploitations agricoles. C'est pourquoi le programme favorisera l'ajout de valeur au niveau local dans les filières ciblées, en faisant appel à des technologies et pratiques appropriées qui soient à la fois intelligentes face aux changements climatiques et durables sur le plan environnemental.

B. Enseignements tirés

12. Plusieurs enseignements utiles ont été dégagés à partir tant du portefeuille de projets (en cours et clôturés) du FIDA dans le pays que des interventions menées par les pouvoirs publics et d'autres partenaires du développement. La conception du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives s'appuie également sur les enseignements et les recommandations formulés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA¹. Certains enseignements sont synthétisés ci-après.
13. **Approche participative.** Un processus de conception participatif est considéré comme un atout important si l'on veut assurer d'emblée l'appropriation du programme par les parties prenantes bénéficiaires. Dans le cas du programme

¹ Voir l'évaluation de la stratégie et du programme de pays relative au Mozambique, février 2017.

proposé, le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a veillé à la mise en place d'un processus consultatif global faisant participer un éventail de parties prenantes au niveau local comme au niveau des districts et des provinces.

14. **Infrastructures économiques.** Les infrastructures économiques établies dans le cadre d'un programme relatif aux filières doivent permettre de corriger les goulets d'étranglement qui ont été recensés comme entravant le fonctionnement des filières. S'agissant du programme, les infrastructures économiques ciblées doivent être mises en place en temps voulu.
15. **Éducation nutritionnelle.** L'expérience issue de la composante de promotion de la nutrition du programme relatif à l'Objectif du Millénaire pour le développement 1.C, financé par le FIDA et l'Union européenne, démontre que l'éducation nutritionnelle menée isolément n'a qu'un impact limité dans la mesure où seule une action multisectorielle permet d'améliorer la nutrition. Dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives, les interventions ayant trait à la nutrition porteront sur la sensibilisation à l'intérêt des aliments riches en éléments nutritifs ainsi que sur l'accès, la disponibilité et le caractère abordable de ce type d'aliment.
16. **Renforcement des capacités à l'intention du groupe cible.** En matière de mise en œuvre, l'expérience a montré qu'il était préférable de mener à l'intérieur des communautés les activités de renforcement des capacités et de formation destinées aux groupes de ménages, afin d'encourager la participation.
17. **Renforcement des capacités à l'intention du personnel du projet et de l'organisme d'exécution chef de file.** Le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo s'est heurté à un certain nombre de difficultés s'agissant de recruter du personnel compétent, d'interpréter les documents importants, d'élaborer un plan de travail et budget annuel selon une approche ascendante, et de conduire des processus de passation de marchés acceptables. Un programme de formation préliminaire bien structuré sera mis au point et dispensé au personnel chargé de la gestion du programme et au personnel de l'organisme d'exécution chef de file.
18. **Recours à des prestataires de services du secteur privé.** Dans ce domaine, l'expérience du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo a fait apparaître tant des résultats positifs que des résultats négatifs. Les résultats positifs ont été notamment: i) l'offre d'un savoir-faire qui n'existe pas ou est difficilement disponible dans le secteur public; ii) la possibilité pour l'équipe du projet et l'organisme d'exécution chef de file d'avoir plus de temps à consacrer à la supervision de la mise en œuvre et du pilotage du projet.
19. **Dispositif de suivi-évaluation.** Une fonction de suivi-évaluation (S&E) efficace passe par la mise en place d'un système de S&E simple mais pragmatique et par l'offre de formations à l'intention de toutes les parties prenantes concernées. Cette donnée d'expérience a été prise en compte dans la planification du système de S&E du programme.
20. **Environnement favorable à la commercialisation des produits agricoles.** La mise en œuvre du Programme de promotion des petites agro-industries en Zambie a démontré que la promotion de la commercialisation des produits agricoles ne permet d'obtenir que partiellement les résultats souhaités si elle n'est pas accompagnée par la mise en place d'un environnement favorable.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

21. **But et objectifs du programme.** Le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives, dont le financement est prévu sur cinq ans, sera exécuté dans un cadre programmatique d'une durée de dix ans pour fournir les instruments nécessaires à la mobilisation d'autres partenaires du développement souhaitant collaborer avec le FIDA comme et quand ils l'entendent. Cette approche permettra également aux cofinanceurs potentiels de choisir les zones géographiques qu'ils souhaitent privilégier ou dans lesquelles ils souhaitent investir. Le programme a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience des moyens d'existence aux fins d'une transformation inclusive du monde rural. En matière de développement, l'objectif est l'accroissement des revenus nets tirés de filières agroalimentaires résilientes face aux aléas climatiques au profit des femmes, des hommes et des jeunes ruraux. Le programme ciblera les filières suivantes: i) certains produits horticoles irrigués; ii) la viande rouge (bovins et caprins); iii) la volaille; iv) le manioc; v) les légumineuses.
22. **Zone d'intervention.** Le programme sera exécuté dans 75 districts choisis dans les 10 provinces du Mozambique, et s'articulera en deux phases inscrites dans le cadre programmatique décennal. Pour améliorer l'efficacité, les filières seront développées en priorité dans les provinces où elles présentent un avantage relatif marqué. La mise en œuvre des activités se fera également en plusieurs phases.
23. **Groupes cibles.** Le programme ciblera au total 180 500 ménages (soit 902 500 bénéficiaires, dont 50% seront des femmes, et 30% des jeunes). Les quotas relatifs aux femmes et aux jeunes seront définis en fonction des données démographiques et des seuils de pauvreté nationaux ayant trait à ces deux catégories de population, et des enseignements tirés du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo.
24. Pour atteindre les bénéficiaires souhaités et éviter l'accaparement par les élites, on utilisera dans le cadre du programme certains mécanismes de ciblage, notamment le ciblage direct et l'autociblage, appuyés par des mesures visant à autonomiser les personnes concernées et à faciliter leur participation.

B. Composantes, résultats et activités

25. Le programme comprendra les composantes suivantes:
 - **Composante 1: Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché.** La composante vise à améliorer la production et la productivité des cultures et élevages ciblés. Elle améliorera aussi, en amont et en aval, les liens des exploitants agricoles avec différentes parties prenantes des filières ciblées. Le renforcement de la résilience face aux aléas climatiques et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de la viabilité environnementale, grâce à la promotion des technologies qui conviennent et des meilleures pratiques, feront également partie intégrante de la composante.
 - **Composante 2: Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques.** Cette composante vise la mise en place d'infrastructures qui appuient l'efficacité des interventions relatives à la production à visée commerciale et permettent de fournir avec plus d'efficacité les surplus de production aux différents marchés. Les interventions prévues porteront sur la résolution des problèmes rencontrés par les acteurs pertinents des filières ciblées. Il s'agira notamment d'appuyer l'investissement dans les infrastructures rurales permettant l'ajout local de valeur, de doper la performance des entreprises et de rendre les associations de producteurs agricoles compétitives et durables du point de vue de l'environnement et de la

rentabilité. Les infrastructures prioritaires seront déterminées en fonction de plans d'activité et des liens à l'intérieur des filières.

- **Composante 3: Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre.** Il s'agit d'une composante transversale qui appuie les composantes techniques et fait partie des moyens de favoriser le bon fonctionnement des filières ciblées.
- **Composante 4: Réduction et gestion des risques de catastrophe.** Cette composante a été intégrée comme un mécanisme permettant au FIDA d'intervenir immédiatement si des calamités d'origine climatique (sécheresses, inondations ou cyclones) s'abattent sur le pays. Les activités relevant de la composante devraient faciliter et accélérer la restructuration du projet de niveau 2 en cas de situation d'urgence ou de catastrophe.

26. Trois effets directs sont attendus: i) productivité, production et qualité améliorées des filières ciblées – le programme devrait contribuer à l'accroissement de la productivité et de la production des cinq filières ciblées; ii) accès au marché et performance améliorés des filières ciblées – la mise en œuvre des interventions du programme devrait permettre d'établir des liens entre la production plus importante des bénéficiaires ciblés et différents débouchés commerciaux et entraîner un accroissement des gains revenant aux bénéficiaires; iii) capacité institutionnelle de prestation de services améliorée.

C. Théorie du changement

27. La théorie du changement sous-tendant le programme mise sur trois axes pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires ciblés ainsi que la sécurité de leurs revenus en accroissant l'excédent économique généré par les filières. Le premier axe a trait aux débouchés économiques permettant aux bénéficiaires ciblés de mener des activités de production et de transformation plus efficaces. Mais les bénéficiaires sont confrontés à un certain nombre de problèmes à différents niveaux des filières, qui limitent l'efficacité des filières ciblées. Le deuxième axe (réduction des risques/partage des risques) visera à s'attaquer aux facteurs les plus contraignants, afin de permettre aux bénéficiaires ciblés de participer plus efficacement à différents niveaux des filières, et ce d'une manière lucrative (retour sur investissement). Le programme peut éventuellement être en mesure de traiter directement certains des facteurs limitants mais, pour d'autres, la collaboration avec diverses parties prenantes sera indispensable. Le troisième axe sera donc dévolu à la promotion de ce type de collaboration.

D. Alignement, appropriation et partenariats

28. Le programme contribuera à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD) liés aux résultats du FIDA: l'ODD 1 relatif à la pauvreté; l'ODD 2 relatif à la faim et à l'alimentation; l'ODD 5 relatif aux inégalités entre les sexes; l'ODD 14 relatif à la conservation et à l'utilisation durable des ressources aquatiques.
29. La conception du programme est harmonisée avec les priorités nationales concernant le renforcement du secteur agricole grâce au passage à une production à visée commerciale, soutenue par une forte participation des petits exploitants.
30. La conception et les modalités de mise en œuvre du programme contribueront à la réalisation des trois grands objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Le programme aidera également le FIDA à honorer certains engagements essentiels qu'il a pris au titre de FIDA11: 2.2 – accroître la focalisation sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables dans chaque pays; 3.3 – transversaliser les thèmes essentiels suivants: nutrition, problématique femmes-hommes, jeunes et changements climatiques; 3.5 – faire des partenariats stratégiques en matière de financement, de savoir, de plaidoyer et d'influence au niveau mondial la pierre angulaire des opérations du FIDA. Le programme est

conforme aux PESEC approuvées en 2017. La Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles sera prise en compte pendant la mise en œuvre.

31. Le programme assurera la coordination, l'harmonisation et l'établissement de partenariats avec les projets financés par le FIDA, les pouvoirs publics et les divers partenaires du développement qui appuient les domaines thématiques dans lesquels le programme intervient.

E. Coût, avantages et financement

32. La composante 2 du programme (mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques) est comptabilisée en partie au titre du financement de l'action climatique. Selon un calcul préliminaire, le financement total alloué par le FIDA à l'action climatique dans le cadre du programme s'élève à 19,6 millions d'USD, soit 47% de l'investissement total du Fonds.

Coût du programme

33. Le coût total du programme, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution et les droits et taxes, est estimé à 72,5 millions d'USD. Sur ce montant, la part en devises s'établit à 30,8 millions d'USD, tandis que quelque 7,2 millions d'USD sont liés aux droits et taxes. Les coûts par composante du programme sont les suivants: i) composante 1: amélioration de la production et établissement de liens avec le marché – 26,4 millions d'USD; ii) composante 2: mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques – 29,2 millions d'USD; iii) composante 3: renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre – 16,9 millions d'USD.

Tableau 1

Coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Don du FIDA		Prêt du FIDA		Fonds vert pour le climat		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature		Montant	%	Montant
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché											
A. Amélioration de la production et de la productivité de certains produits	8 863	42	2 235	11	5 260	25	3 544	17	1 359	6	21 260
B. Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	2 540	50	633	12	1 513	30	417	8	-	-	5 102
Sous-total	11 402	43	2 868	11	6 773	26	3 961	15	1 359	5	26 363
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques											
A. Infrastructures hydrauliques	9 353	53	2 330	13	5 574	31	-	-	539	3	17 795
B. Infrastructures de marché	5 198	46	1 295	11	3 098	27	1 638	14	181	2	11 410
Sous-total	14 552	50	3 624	12	8 672	30	1 638	6	720	3	29 205
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre											
A. Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	1 296	50	323	12	773	30	-	-	210	8	2 602
B. Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	6 354	45	1 583	11	3 786	27	-	-	2 560	18	14 282
Sous-total	7 650	45	1 905	11	4 559	27	-	-	2 770	16	16 884
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	33 604	46	8 398	12	20 004	28	5 599	7	4 848	7	72 452

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don du FIDA		Prêt du FIDA		Fonds vert pour le climat		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant
Matériel et fournitures	6 976	51	1 765	13	4 135	30	875	6	44	-	13 795
Travaux	12 990	51	3 236	13	7 741	30	1 716	7	-	-	25 683
Services de consultants	5 859	47	1 459	12	3 492	28	-	-	1 770	14	12 580
Crédit, fonds de garantie	226	27	56	7	135	16	417	50	-	-	833
Formation	1 701	54	424	14	1 013	32	-	-	-	-	3 137
Atelier	197	54	49	14	117	32	-	-	-	-	364
Salaires et indemnités	5 324	46	1 326	11	3 173	27	-	-	1 867	16	11 691
Coûts de fonctionnement	331	8	82	2	197	5	2 591	59	1 167	27	4 369
Total	33 604	46	8 398	12	20 004	28	5 599	7	4 848	7	72 452

Tableau 3
Coût du programme par composante et sous-composante et par année
(en milliers d'USD)

	2020		2021		2022		2023		2024		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Amélioration de la production et établissement de liens avec le marché											
A. Amélioration de la production et de la productivité de certains produits	2 707	13	5 161	24	5 076	24	4 747	22	3 570	17	21 260
B. Investissements dans l'établissement de liens avec le marché	970	19	1 081	21	994	19	1 006	20	1 051	21	5 102
Sous-total	3 677	14	6 242	24	6 070	23	5 753	22	4 620	18	26 363
2. Mise en place d'infrastructures de marché résilientes face aux aléas climatiques											
A. Infrastructures hydrauliques	1 169	7	3 953	22	5 127	29	4 642	26	2 904	16	17 795
B. Infrastructures de marché	399	3	4 004	35	3 950	35	2 534	22	523	5	11 410
Sous-total	1 568	5	7 957	27	9 077	31	7 176	25	3 427	12	29 205
3. Renforcement institutionnel et stratégique et appui à la mise en œuvre											
A. Renforcement institutionnel et appui à l'élaboration des politiques	479	18	792	30	597	23	403	15	332	13	2 602
B. Coordination du programme et services d'appui à l'exécution	3 343	23	2 658	19	2 762	19	2 655	19	2 864	20	14 282
Sous-total	3 822	23	3 450	20	3 359	20	3 058	18	3 196	19	16 884
4. Réduction et gestion des risques de catastrophe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	9 067	13	17 649	24	18 505	26	15 987	22	11 243	16	72 452

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

34. Le programme sera financé par un prêt du FIDA (8,4 millions d'USD) octroyé à des conditions particulièrement favorables (particulièrement concessionnelles) et par un don du FIDA (33,6 millions d'USD) accordé au titre de FIDA11. Le programme sera également financé par le Gouvernement mozambicain (4,9 millions d'USD) et les bénéficiaires (5,6 millions d'USD). Par ailleurs, le Fonds vert pour le climat a indiqué qu'il était prêt à apporter un financement (sous la forme d'un don d'un montant de 20 millions d'USD). Le financement du FIDA est fourni en dollars des États-Unis. Le prêt et le don du FIDA financeront les dépenses, taxes comprises.
35. Le Gouvernement prendra en charge les salaires de ses fonctionnaires, qui contribueront à l'exécution du programme, au prorata de sa participation.

Décaissement

36. Le financement du FIDA devrait couvrir 58% du coût total du programme, les travaux de génie civil représentant 39% et le matériel et les fournitures 21% de ce financement. Les frais de fonctionnement ont été évalués à 10%, tandis que les

salaires absorberont 15,8% du total des fonds. Le recours aux systèmes publics qui satisfont aux normes minimales sera encouragé, mais il faudra employer un progiciel de comptabilité dans le cadre du programme pour faciliter la communication de l'information selon les modèles exigés, ce que le système d'administration financière public (Sistema de Administração Financeira do Estado) (e-SISTAFE) ne permet pas encore. Un compte désigné sera ouvert à la Banque du Mozambique pour recevoir les fonds, qui seront acheminés par l'intermédiaire du système e-SISTAFE jusqu'au ministère compétent, puis alloués à l'unité de gestion de projet. À l'échelon provincial, les fonds seront décaissés en faveur du compte de trésorerie unique du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à l'intention du programme. Des fonds de démarrage proviendront du système e-SISTAFE pour permettre un lancement rapide du programme. Tous les paiements majeurs effectués dans le cadre du programme seront centralisés au niveau de l'unité de gestion de projet. Les fonds seront décaissés en faveur du programme conformément à la procédure de reconstitution des régies d'avances.

Résumé des avantages et analyse économique

37. Globalement, le taux de rentabilité économique interne du programme (TREI) est estimé à 16,7%. La valeur économique actuelle nette (VEAN) s'établit à 7 372,9 millions de MZN, soit 122,9 millions d'USD, à un taux d'escompte social de 10%. La VEAN étant positive et le TREI supérieur au taux d'escompte social, le programme est jugé viable sur le plan économique et acceptable en tant qu'investissement.
38. Les avantages financiers seront perçus sous la forme d'une meilleure productivité agricole et de l'augmentation des gains financiers revenant aux ménages ciblés par le programme. Les avantages sociaux seront notamment une réduction des taux de pauvreté dans les zones cibles du programme, des mesures spéciales étant prises pour que les groupes défavorisés en bénéficient. Ces résultats découleront de la hausse des gains financiers revenant aux ménages en conséquence de la participation aux diverses interventions du programme.
39. L'analyse de sensibilité montre qu'une réduction, allant jusqu'à 20%, des avantages du programme ne compromettrait pas la viabilité économique du programme. Une augmentation, allant jusqu'à 30%, des coûts du programme ne remettrait pas en cause gravement sa viabilité économique, dans la mesure où la VEAN resterait positive, et le TREI largement supérieur au taux d'escompte social.

Stratégie de sortie et durabilité

40. Il est prévu que le programme sera intégralement exécuté dans le cadre institutionnel et stratégique de l'État; cette intégration perdurera après l'achèvement du programme, et les capacités institutionnelles auront été considérablement renforcées. De plus, grâce au processus de conception participatif, le programme sera en prise directe avec les préoccupations des bénéficiaires ciblés. Ces éléments garantiront l'enracinement et l'engagement nécessaires à la continuité des activités après la clôture du programme. De plus, les parties prenantes satisfaisant aux conditions requises seront mises en rapport avec les options de financement disponibles, notamment le Projet de financement des entreprises rurales, financé par le FIDA, pour leur permettre d'accéder aux différents produits financiers proposés.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

41. Les risques institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux ci-après ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes ont été déterminés lors du processus de conception du programme.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

Risques	Évaluation du risque	Mesures d'atténuation
Politique/gouvernance	Moyen	Un accord de paix a été signé entre le Gouvernement et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) en août 2019. Des élections présidentielle, parlementaires et provinciales devraient avoir lieu en octobre 2019.
Macroéconomique	Moyen	L'économie est encore sous tension, notamment en raison du haut niveau d'endettement public. Pour assurer la stabilisation économique, le Gouvernement applique des mesures rigoureuses qui donnent déjà des résultats positifs.
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Plusieurs stratégies et politiques nationales existantes visent à favoriser l'amélioration de la performance de l'agriculture paysanne, la réduction de la pauvreté rurale et le renforcement de la sécurité alimentaire. Le document d'orientation le plus important est le Plan national d'investissement agricole.
Capacité institutionnelle	Élevé	Une part considérable du budget du programme est allouée au renforcement institutionnel.
Portefeuille	Moyen	Le programme mettra l'accent sur les moyens d'assurer l'avancement effectif de la mise en œuvre pour limiter autant que possible ce risque.
Fiduciaire Gestion financière	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Un suivi permanent de l'environnement macroéconomique sera assuré pour vérifier si les taux de change des devises et la dévaluation de la monnaie locale (inflation) auront des répercussions sur le pouvoir d'achat et, partant, sur la mise en œuvre. Un progiciel de comptabilité autonome sera acheté pour assurer la tenue comptable et la communication de l'information financière en temps voulu. Les paiements seront centralisés au niveau du compte de l'unité de gestion de projet pour les achats d'un montant élevé.
Passation des marchés	Moyen	<ul style="list-style-type: none"> La conception du programme prévoit une planification rigoureuse dans le cadre du plan de passation de marchés.
Environnement et climat	Élevé	En matière d'atténuation des risques climatiques, la stratégie du programme est fondée sur son cadre de gestion environnementale et sociale.
Social	Faible	Tout au long de la conception du programme, des consultations approfondies ont été menées auprès des parties prenantes dans les dix provinces ciblées.
Autres risques Conditions météorologiques extrêmes	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> Actions de sensibilisation concernant la politique en matière d'assurance indexée sur les conditions climatiques. Mise en œuvre de mesures de réduction des risques de catastrophe.
Sous-estimation de certains coûts d'investissement Retards dans la mise en œuvre du programme	Moyen Moyen	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités dans les domaines de la gestion des risques climatiques et de l'analyse de la vulnérabilité face aux aléas climatiques. Intégration d'un élément de souplesse permettant la réaffectation des ressources. Transition sans heurts entre le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo et le Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives. Mise en place d'un système de présélection et d'enregistrement des prestataires de services.

B. Catégorie environnementale et sociale

42. Sur le plan environnemental et social, le programme est classé dans la catégorie A. Il prévoit l'aménagement et/ou la remise en état de périmètres d'irrigation dont certains auront une superficie supérieure à 100 ha. Il est probable que ces périmètres présenteront un risque d'incidence environnementale et sociale importante et/ou néfaste. Des évaluations de l'impact environnemental et social seront donc réalisées, et des plans de gestion environnementale et sociale ainsi

que des plans de suivi seront élaborés pour atténuer les risques associés aux périmètres relevant de la catégorie A. Les autres interventions du programme ne devraient présenter que des risques d'un niveau moyen pour l'environnement et le système social. Ces risques seront confinés à l'échelle locale et gérables et/ou réversibles au moyen des mesures d'atténuation recommandées.

C. Classement au regard des risques climatiques

43. Au regard des risques climatiques, le programme est classé dans la catégorie "élevé", de sorte qu'une analyse détaillée des risques climatiques a été réalisée conformément aux exigences. Les investissements du programme porteront sur des systèmes de culture et d'élevage sensibles aux changements climatiques, et il faudra prendre des mesures dans le cadre du programme pour réduire la vulnérabilité.

D. Soutenabilité de la dette

44. Selon le rapport de pays publié par le Fonds monétaire international en mai 2019, le niveau d'endettement public du Mozambique demeure très élevé. Les autorités mettent en œuvre une stratégie visant à le modérer. La dette publique et la dette garantie par l'État, y compris la dette intérieure, s'établissaient à quelque 110,5% du PIB fin 2018. Le taux de change concernant les articles importés est susceptible de présenter des risques pour le programme, mais ces risques sont limités par le fait que le programme pourra conserver les fonds et mener les transactions relatives aux importations dans la devise dans laquelle il recevra le prêt et le don – c'est-à-dire en dollars des États-Unis ou en euros. Toutefois, la situation sera étroitement surveillée afin d'éviter tout effet inflationniste de la monnaie locale sur les prix locaux qui pourrait nuire au niveau d'exécution du programme.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

45. Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, qui sera l'organisme d'exécution chef de file, sera chargé de superviser la mise en œuvre du programme.
46. Une unité nationale de gestion de projet, dont les bureaux seront situés à Maputo, sera établie sous la supervision directe du Directeur général du Fonds de développement agricole. Cette unité assurera la gestion et la supervision quotidiennes du programme, sous la direction d'un coordonnateur national du programme. Compte tenu de la vaste portée géographique du programme, la gestion de celui-ci sera structurée en sous-unités, les responsabilités étant déléguées à des unités de gestion de programme régionales et à des unités de gestion de programme provinciales, afin de couvrir convenablement les régions géographiques ciblées.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

47. **Gestion financière.** Étant donné le contexte prévalant dans le pays, le programme est évalué comme présentant un risque intrinsèque élevé, mais le risque anticipé en matière de gestion financière devrait être contenu à un niveau moyen grâce aux mesures d'atténuation qui seront mises en œuvre. La gestion financière sera intégrée dans les systèmes publics, comme c'est le cas pour d'autres projets en cours d'exécution. L'évaluation réalisée a permis d'établir que ces systèmes pouvaient garantir la mise en œuvre des contrôles nécessaires et une gestion convenable des fonds du programme; il s'agit d'un aspect qui sera surveillé en permanence pendant l'exécution. Cependant, le programme recourra à un progiciel de comptabilité disponible dans le commerce pour limiter les problèmes de communication de l'information qui sont à prévoir avec le système public et, parallèlement, des discussions seront menées régulièrement sur les améliorations éventuelles à apporter au système e-SISTAFE. Le processus de planification du programme et d'élaboration du budget sera harmonisé avec le calendrier des pouvoirs publics.
48. **Audit.** Les comptes du programme seront vérifiés par le Bureau du Vérificateur général du Mozambique. L'audit sera mené conformément aux Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques et aux exigences du FIDA en matière d'audit des projets.
49. **Passation des marchés.** Le cadre juridique relatif à la passation des marchés publics en vigueur au Mozambique est actuellement régi par le décret n° 5/2016, qui fixe les principes et les procédures applicables à toute passation de marché effectuée par les autorités publiques et des institutions de droit public, sous contrôle public ou ayant recours à des fonds publics.
50. **Gouvernance.** La gouvernance du programme sera du ressort du comité national de pilotage du programme, en sa qualité d'organe directeur du programme. Il appartient principalement au Gouvernement mozambicain d'assurer la bonne gouvernance, mais toutes les parties prenantes du programme seront informées que le FIDA applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses et des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre des programmes qu'il finance.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

51. Le cadre logique axé sur les résultats du programme servira de base au dispositif de S&E du programme. L'unité nationale de gestion de projet sera chargée du S&E, qui sera conduit à différents niveaux pour favoriser une mise en œuvre efficace, assurer le maintien du ciblage et de l'orientation du programme, fournir des informations utiles à la résolution des problèmes et garantir l'obtention des produits et des effets directs. Le dispositif de S&E du programme sera appuyé par un système de suivi en ligne utilisant les outils Open Data Kit, qui sera mis au point et installé au niveau régional et national.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

52. Le programme donnera lieu à des démonstrations de transformation et d'ajout de valeur simples concernant certains produits horticoles, au moyen de la construction de petites unités de conditionnement de légumes dans certains périmètres d'irrigation. De même, le programme appuiera à proximité des abattoirs la mise en place de centres d'engraissement pour les bovins et les caprins. Divers modèles de gestion des loges d'engraissement seront expérimentés et reproduits à plus grande échelle. Le programme sera également axé sur la transposition à plus grande échelle des résultats probants et des technologies performantes qui ont été mises au point et testées et dont l'efficacité a été démontrée dans le cadre du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

53. Pour assurer la préparation à l'exécution dès le démarrage, un projet de plan de travail et budget annuel, un plan de passation des marchés et un manuel de mise en œuvre du projet ont été élaborés dans le cadre de la conception du programme. En outre, certains membres du personnel du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo seront intégrés dans les unités de gestion de projet du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives, sous réserve d'une évaluation satisfaisante de la performance professionnelle.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

54. **Supervision.** Le FIDA et les pouvoirs publics assureront conjointement la supervision du programme.
55. **Examen à mi-parcours.** Le FIDA et les pouvoirs publics procéderont conjointement à un examen à mi-parcours au cours de la troisième année.
56. **Examen à l'achèvement du programme.** Un examen sera réalisé pour évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité et le potentiel de reproduction à plus grande échelle du programme. Les conclusions apporteront des informations utiles à la conception de la phase ultérieure des interventions du programme.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

57. Un accord de financement entre la République du Mozambique et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
58. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions quatre cent mille dollars des États-Unis (8 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à trente-trois millions six cent mille dollars des États-Unis (33 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Inclusive Agri-food Value-Chain Development Programme (PROCAVA)"

(Negotiations concluded on 13 November 2019)

Loan No: _____

Grant No: _____

Programme name: Inclusive Agri-food Value-Chain Development Programme (PROCAVA)
(the "Programme")

The Republic of Mozambique (The "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Green Climate Fund (GCF) has expressed interest in co-financing the Programme;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Programme;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan and Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the loan is eight million four hundred thousand United States dollars (USD 8 400 000).
 - B. The amount of the Debt Sustainability Framework (DSF) grant is thirty three million six hundred thousand United States dollars (USD 33 600 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board. The rate is fixed for the life of the loan based on the related service charge in force at the time of approval of the Loan. The Loan is repayable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Financing shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency is provided in USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.
6. There shall be a Designated Account in United States dollars, for the exclusive use of the Programme opened in the Bank of Mozambique. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. The detailed arrangements for the operational accounts to be opened by the Programme to receive funds from the Designated Account for day to day operations will be detailed in the Letter to the Borrower/Recipient.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of four million eight hundred forty seven thousand and nine hundred United States dollars (USD 4 847 900) in the form of salaries of its own staff who will support the implementation of the Programme, on a pro-rata basis, costs of the PMU offices.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture and Food Security (MASA) or the Ministry that will be in charge of Agriculture during the implementation of the Programme.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, PROCAVA will have three reviews with a 2.5 years interval between them. The first review will be undertaken after about 2.5 years of Programme implementation. The second review will be undertaken after 5 years of implementation. The last review will be after 7.5 years of implementation.
3. The Programme Completion Date shall be the tenth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement regulations, to the extent that they are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and Grant and supervise the Programme.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - a) The PIM or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
 - a) The IFAD no objection to the Programme Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
3. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:
 - a) As an exception to section 11.01 (a) of the General Conditions, the proceeds of the Financing shall cover taxes and duties under the Programme to the extent that compliance with the Fund's policy of requiring economy and efficiency in the use of its financing is ensured. Should the amount of any such taxes being excessive, discriminatory or unreasonable, the Fund may notify the Recipient to reduce the percentage of eligible expenditures to be financed under this Financing Agreement.
4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
of the Republic of Mozambique
Parce da Marinha Popular 272
Maputo

For the Fund:

The President
International Fund for
Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF MOZAMBIQUE

Authorised Representative name
Authorised Representative title

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* PROCAVA will target a total of around 180,500 households: 50% of that target will be women, and 30% youth. PROCAVA's primary target group will be smallholder farmers comprising the poor, vulnerable and disadvantaged rural households involved in the selected value chains. PROCAVA will pay particular attention to women heading households while ensuring that women in men headed households are not left out.
2. *Programme area.* PROCAVA will be implemented in 75 districts selected from all ten provinces of the country over the entire ten-year period and in two phases.
3. *Goal.* PROCAVA's Goal is to contribute to poverty reduction, improved food and nutrition security and resilient livelihoods for inclusive rural transformation.
4. *Objectives.* The Objective is to increase the net incomes from Climate-Resilient Agri-Food value chains by rural women, men and youth.
5. *Components.*

Component 1. Production Improvement and Market Linkages: This component aims at contributing to improve production and productivity of target crop and livestock commodities. It will also improve backward and forward linkages of farmers to different stakeholders of the target value chains. Proposed interventions will seek to address some of the identified constraints to increased productivity and production of the target value chains and the associated market linkages. Strengthening climate resilience and enhancing natural resource management and environmental sustainability through promotion of appropriate technologies and best practices will be an integral part of this component.

Component 2. Market-Related Climate Resilient Infrastructure: The objective of this component is to avail the appropriate infrastructure to support the effectiveness of the market-led production interventions and to more efficiently deliver the surplus production to different markets. Planned interventions will focus on addressing constraints faced by relevant actors operating within target value chains. This will include supporting rural infrastructure investments that can add value at the location, upgrade performance of enterprises and support associated agricultural producers to become competitive, environmentally and profitably sustainable. Infrastructure will be prioritized according to business plans and linkages along the value chain.

Component 3. Institutional and Policy Strengthening and Implementation Support: This will be a cross-cutting component servicing the technical components and facilitating pathways for the effective functioning of the target value chains. Accordingly, it will aim at: (a) augmenting the capacity of the institutions that will be responsible for overseeing and/or implementing the different PROCAVA activities; (b) facilitating the development and/or review and update of policies and strategies of selected subsectors for their effective and structured development; and (c) managing PROCAVA in an efficient and effective manner by providing overall coordination, including planning and implementation, financial management and control, procurement support, monitoring and evaluation, knowledge management, and progress reporting. It will also ensure liaison and linkage with all other relevant programmes being implemented in the country that seek to address similar or related constraints.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Programme Agency.* The Ministry of Agriculture and Food Security (MASA) or the Ministry that will be in charge of Agriculture during the implementation of the Programme, will be the lead executing agency.

7. *Programme Oversight Committee.* MASA will establish a National Programme Steering Committee (NPSC) to serve as the governing body of the Programme. The PSC shall be chaired by the Minister of MASA and composed of members from institutions with direct relevance to the achievement of PROCAVA's goal and development objective.

8. *Regional Programme Consultative Groups.* Regional Programme Consultative Groups (RPCGs) would be progressively set up in each of the three regions of the country (Southern, Central and Northern) following PROCAVA's phasing approach.

9. *Provincial Programme Consultative Group.* In addition to the three RPCGs, a Provincial Programme Consultative Group (PPCG) will be set up in Niassa Province since it will be having a separate Programme Management Unit.

10. *Programme Management Unit (PMU).* A National Programme Management Unit (NPMU) will be established under the direct supervision of Fundo de Desenvolvimento Agrário (FDA) Director General; it will be based in Maputo. NPMU will be charged with responsibility of the day to day management and supervision of the Programme, under the leadership of a National Programme Coordinator (NPC); the NPC will report to the Director General of FDA. Given the geographical spread of the Programme, Programme management will be organised into sub-units (Regional Programme Management Units (RPMUs)) and Provincial Programme Management Unit (PPMU) to adequately cover PROCAVA's target geographical regions. Three RPMUs and one PPMU will be, progressively, established following the Programme's implementation phasing approach.

11. *Implementing partners.* MASA will also liaise and work with other Ministries and partners whose mandates have a direct bearing on the achievement of the PROCAVA goal and development objective.

12. *Monitoring and Evaluation (M&E).* The NPMU will be responsible for the overall Programme monitoring and evaluation. M&E will be undertaken at different levels to support effective implementation, maintain the Programme's focus and direction, provide information for addressing constraints as well as ensure delivery of outputs and outcomes. IFAD will undertake periodic monitoring, evaluation and supervision Missions to assess the status of Programme implementation and evaluate the Programme's direction with respect to its objectives, outputs and Outcomes. A baseline study will be undertaken during the first year of Programme implementation to provide a benchmark for assessment of future outcomes and impact of the Programme. The PROCAVA M&E strategy will be to establish an iterative process for identifying issues and problems to ensure that the Programme focus is maintained and expected outcomes are achieved.

13. *Knowledge Management (KM).* Knowledge Management will be an integral part of PROCAVA to ensure that Programme implementation is a continuous learning process in which quantitative and qualitative data will be compiled, analysed and disseminated as lessons learned. PROCAVA's M&E system will form the foundation of KM and learning system and will, thus, be a primary instrument of information capture and storage, based on the indicators detailed in the results framework. The Knowledge Management and Learning Officer at the NPMU will lead and coordinate all KM activities in close liaison with the M&E Officer, Regional M&E Officer, Provincial M&E Assistant and the value chain leads. Collaboration with relevant universities, research and learning institutions to design and undertake studies and analyses as well as communicate lessons learnt will be encouraged.

14. *Programme Implementation Manual (PIM).* The PMU shall prepare a PIM to be approved by the Fund. The Implementation Manual shall include, among other things: (i) eligibility criteria for communities, economic organizations and beneficiaries;

(ii) mechanisms for selecting communities and economic organizations; (iii) guidelines for the design of development plans and working and business plans; (iv) detailed procedures regarding formulation, assessment and approval of development plans and working and businesses plans; (v) rules for accessing to financial support for productive investment; (vi) monitoring and accounting of funds transferred to organizations for productive investments; (vii) management and procurement procedures; (viii) guidance for implementation of each component, and (ix) composition of TMU and PMU. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form agreed with the Fund and may make amendments thereto from time to time, in agreement with the Fund. The Borrower shall cause the Programme to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

Schedule II*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
Equipment, Materials	6 300 000	1 600 000	100%
Works	11 700 000	2 900 000	100%
Consultancies, Training & workshops	7 000 000	1 740 000	100%
Credit, Guarantee Funds	200 000	50 000	100%
Salaries & Allowances	4 800 000	1 200 000	100%
Operating Costs	300 000	70 000	100%
Unallocated	3 300 000	840 000	100%
Total	33 600 000	8 400 000	100%

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Credit, Guarantee funds are meant to cover linkage activities between the PROCAVA Programme and the Rural Enterprise Finance Project
- (ii) Start up funds will amounting to an equivalent of five hundred thousand United States dollars (USD 500 000) shall be provided to cover the following categories; Equipment and material, works, workshops, salaries and operating costs

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan or Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
2. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient shall ensure that the Programme will be implemented in compliance with IFAD's SECAP.
3. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
4. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Programme Parties shall ensure that the Programme is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
5. *Environment and Social Safeguards.* The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Programme activities are implemented in strict conformity with the Borrower/Recipient's relevant laws/regulations; (b) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Programme. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Programme, the Borrower/Recipient shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (c) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Programme; and (d) recourse to child labour is not made under the Programme.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	PMU and Implementing partners have Reliable M&E with a coding system to track beneficiaries at individual and household levels
	Household members - Number of people	0	451250	902500 ²				
	1.a Corresponding number of households reached				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Households - Number	0	90250	180500 ³				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project records, national statistics	Bi-annually	PMU	
	Females - Number	0	225625	451250				
	Males - Number	0	225625	451250				
Young - Number	0	135375	270750					
Total number of persons receiving services - Number	0	451250	902500					
Project Goal To contribute to poverty reduction, improved food and nutrition security and resilient livelihoods for inclusive rural transformation	Percentage (Number) of rural people experiencing changes in economic status (10% or more) including income, food diversity or nutrition				National Poverty Evaluation Report; Household surveys; Demographic Surveys; Vulnerability Assessment reports/Survey	Completion	MASA/DCPI, INE, MEF, UNICEF, WFP, PMU	Stable political, social and macro-economic environment prevails
	People - Percentage (%)	7 ⁴		15				
	Number of people with strengthened resilience (20% or more)							
Development Objective To increase net income from climate resilient Agrifood value chains by rural women, men and youth	Percentage of increased household farm incomes				Outcome surveys; household surveys	Baseline, MTR, completion	MASA/DCPI, INE, MEF	The ongoing political and economic commitment in investing in the agricultural sector by government maintained
	Young - Number			203063				
	Women-headed households - Number			TBD				
	Increase in income - Percentage (%)		50	150				
Outcome 1.1 Smallholders productivity, production and quality of targeted value chains improved	Percentage of persons/households reporting an increase in productivity				Annual Production Surveys, MASA Annual Reports, thematic studies			Communities participate actively in interventions made; Farmers have adequate resources to acquire productive inputs; Stable weather conditions
	Households - Percentage (%)	0	40 ⁵	75				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Production surveys	Baseline, MTR, Completion		
	Households - Percentage (%)	TBD	40	75 ⁶				
	Total number of household members - Number		361000	676875				
Males - Number		180500	338438					

² Average household size in Mozambique is 5 persons per household; 50 per cent women; 30 per cent youth

³ 9200 HH in Horticulture VC; 38,500HH in Cassava VC; 47,000 HH in Legumes VC; 85,800 HH in Livestock VC (79,000 Red Meat and 6,800 poultry)

⁴ Poverty levels in the rural areas reduced by 7 per cent between 2008 and 2014, ref National Poverty Evaluation report IOF2014/2015

⁵ Assuming an adoption rate of 40 per cent and 100 per cent by end of project

⁶ 50 per cent women, 30 per cent youth and 20 per cent women-headed households

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Females - Number		180500	338438				
	Young - Number		108300	203063				
	Women-headed households - Number		14440	27075				
	Households - Number		72200	135375				
Output 1.1.1 Production and productivity-enhancing inputs and climate-smart technological packages are made available to smallholder producers of selected crops and livestock commodities	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages				Project progress reports	Annual	PMU	Improved Land tenure agreement in place
	Females - Number	0	76160	108800				
	Males - Number	0	76160	108800				
	Young - Number	0	45696	65280				
	Total rural producers - Number	0	152320	217600 ⁷				
Output 1.1.2 Livestock production related infrastructure established	Number of livestock production infrastructures constructed or rehabilitated				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Livestock production infrastructure - Number	0	36	72				
Output 1.1.3 Community-based natural resources management plans (CBNRM) prepared and established in Meat VC	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Groups supported - Number		17	43				
Outcome 1.2 Value chain linkages have improved between smallholder farmers and other value chain actors	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities				Project reports, Outcome/household surveys, Market surveys	Baseline, MTR, Completion	PMU	Communities participate actively in interventions made
	Percentage of POs - Percentage (%)		20	50				
Output 1.2.1 Smallholder farmers organizational, technical and business management skills are strengthened	2.1.3 Rural producers' organizations supported				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Rural POs supported - Number							
Output 1.2.2 Climate, weather and market information system is developed and operational	3.1.2 Persons provided with climate information services				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	
	Females - Number			37400				
	Males - Number			37400				
	Persons provided with climate information services - Number		29920	74800				
Output 1.2.3 Value chain platforms are established and strengthened	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				Project progress reports	Semi-Annual	PMU	Conducive regulatory framework for contract enforcement; Trust among smallholder farmers and different stakeholders in the targeted value chains; Balanced negotiation power for win-win partnerships
	Number - Number		38	75				
Outcome 2. Market-related climate-resilient infrastructure has improved	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities⁸				Project progress reports	Baseline, MTR,	MASA/DPCI, PMU	

⁷ 6800 producers (6000 open fields and 800 under drip kits/shade cloths) , 45,000 CVC producers + 80000 Legume Producers (54000 VC and 26,000NVC) + 85800 LVC(79,000redmeat and 6800 poultry producers)

⁸ 50 per cent women, 30 per cent youth and 20 per cent women-headed households

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Base line	Midterm	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Households reporting improved physical access to markets - Number		36100	90250		Completion		
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Number		36100	90250				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Number		7220	14440				
Output 2.1 Water-related infrastructure rehabilitated or Constructed	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				Project progress reports	Simi-annual	PMU	
	Hectares of land - Area (ha)	0	1500	3000				
Output 2.2 Market-led value chain infrastructure rehabilitated or constructed	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Project progress reports	Semi-annual		
	Market facilities constructed/rehabilitated - Number		2	5				
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Number		8	16				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Number		2	4				
Outcome 3. Institutional and policy framework for inclusive and climate-resilient value chain development has improved	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Project reports, outcome surveys	Baseline, MTR, Completion	PMU	Favourable regulatory framework and enabling environment
	Number - Number	0	2	5				
Output 3.1 Institutional capacities (public, private and PO) strengthened for effective functioning of the targeted value chains	Number of staff of public and private entities trained on project implementation, gender and land tenure security				Project progress reports	Annual	PMU	
	Staff of public and private entities - Number	0	350	700				
Output 3.2 Policies and strategies developed for the effective and structure development of targeted VC	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				Project progress reports	Semi-annual	PMU	
	Number - Number	0	2	5				